34. fraude à la double souveraineté

La fraude à la double souveraineté

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

En 1937, observant que nos États n'étaient toujours pas appelés en session, les deux sociétés municipales complices opérant dans le district de Columbia ont publié une déclaration connue sous le nom de "Déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis".

Cela équivalait aux deux sociétés municipales coupables déclarant que, puisque les propriétaires réels n'étaient pas à la maison, ils prenaient le relais et travaillaient ensemble et s'accordaient la «souveraineté double» --- c'est-à-dire, prétendant que nos employés fédéraux avaient le droit d'hériter de nos biens et d'établir des créances doubles sur nos actifs prétendument abandonnés, bénéficiant à des puissances étrangères.

Cette offre pose de nombreux problèmes.

Pour commencer, nous n'avons jamais reçu d'avis de leurs activités ou présomptions; au lieu de cela, ces réclamations et activités ont eu lieu clandestinement et en privé, sans préavis au grand public.

Les deux entités coupables sont des sociétés municipales et, à ce titre, n'ont aucune souveraineté. Deuxièmement, les élus et les officiers et employés embauchés de ces sociétés municipales ne peuvent obtenir la souveraineté d'aucune autre entité constituée. Troisièmement, ils n'ont aucun permis d'utilisation, une propriété beaucoup moins valable, de tout terrain dans ce pays.

Même leur cité-État international indépendant qui est techniquement autorisé en vertu de l'article I, section 8, article 17 des Constitutions fédérales est autorisé comme la ville de Washington, pas la municipalité de Washington. De plus, il doit être conforme à l'intention de la législation et à l'objectif de la législation, qui est simplement d'établir un Capitole fédéral neutre sous le contrôle du sous-traitant fédéral américain --- pas des membres du Congrès territorial ou municipal.

Les accords de partage du pouvoir manifestés dans les traités mettant fin à la guerre d'indépendance sont mis en œuvre via les constitutions fédérales, et il ne fait aucun doute que la majorité des activités et des autorités entreprises par les congrès territoriaux et municipaux depuis que le Congrès de la République fédérale américaine a cessé de se réunir en 1860, ne leur ont jamais été destinés ni garantis.

L'ensemble de la situation est une usurpation purement intéressée par les prestataires de services qui se fournissent des services aux dépens de leurs employeurs, le tout à l'insu de l'employeur ou sans son consentement.

Cela explique la vaste prolifération des unités et services gouvernementaux «fédéraux» et «étatiques» ainsi que des agences et des employés. Le nombre réel d'employés fédéraux auxquels nous pourrions nous attendre serait de 2 à 5 millions au maximum; au lieu de cela, nous nous trouvons avec 25 millions d'employés fédéraux, plus de 450 agences fédérales et un nombre inconnu de fournisseurs et sous-traitants supplémentaires.

Nous avons déjà commenté le fait que tous les services fédéraux sont dupliqués au moins une couche de profondeur, de sorte que le ministère territorial du Travail est reflété par le DOL municipal, et nous finissons par payer deux fois le même service.

De plus, plus de 450 agences fédérales, qui sont en fait des sous-traitants de nos sous-traitants - à trois couches de profondeur, sont embauchées par ces départements doubles pour effectuer l'essentiel du travail qu'ils sont censés faire. Nous sommes donc traités au spectacle de nos sous-traitants sous-traitant leur travail à des sous-traitants, qui le sous-traitent ensuite à des organisations privées qui n'ont aucun lien réel avec une fonction publique ou une fonction.

Étonnamment, le FBI, la CIA, le DHS et de nombreuses autres organisations de haut niveau sont des sociétés municipales étrangères privées à but lucratif détenues et exploitées par le DÉPARTEMENT Municipal DEFENSE, une autre franchise de la Municipal Corporation. Ceux-ci sont tous gérés par des conseils d'administration et n'ont pas plus de fonction publique ni d'autorité que toute autre société.

Nous nous trouvons déformés et maladressés par des gens qui n'ont même pas le pouvoir de nous parler, encore moins toute excuse pour parler pour nous. Ce ne sont pas nos sous-traitants et nous ne leur avons délégué aucune autorité ou fonction publique ni aucun pouvoir. Nous n'avons pas accepté d'embaucher et de responsabiliser toutes ces agences, afin que nos sous-traitants réels puissent décharger davantage leur travail et compenser leurs responsabilités.

Tous les coûts de l'Agence nous ont été répercutés de manière non consensuelle et le pouvoir législatif conféré aux congrès territoriaux et municipaux a été exercé en violation de la confiance par des agences administratives non élues qui ont imprudemment promulgué et appliqué le code administratif comme s'il s'agissait d'une loi.

Cette "erreur" a été abordée par la Cour suprême du Tennessee dans Norton c. Comté de Shelby en 1886, et nous devons encore faire face à cette portée excessive et à cette mauvaise administration par les sociétés municipales coupables aujourd'hui. Pas plus tard que l'année dernière, 2022, 136 ans après que cette affaire aurait été tranchée, la Cour suprême territoriale a

dû la réexaminer en Virginie-Occidentale contre l'EPA, et encore une fois, la Cour suprême a dû dire au Congrès qu'elle n'était pas autorisé à céder ses responsabilités législatives aux sous-traitants.

Combien de fois cela doit-il être répété jusqu'à ce que les sous-traitants, leurs congrès et leurs sous-traitants d'agence reçoivent le message?

Ces doubles affirmations, à 136 ans d'intervalle, sont un petit réconfort pour les millions d'Américains et d'entreprises américaines qui ont été acheminés par chemin de fer par des tribunaux territoriaux et municipaux étrangers et condamnés pour des délits réglementaires qui ne s'appliquent pas à eux ou à leurs entreprises entre-temps.

Après 136 ans, les limites des agences fédérales et des agences de l'État d'État devraient être fixées dans le ciment et disponibles pour réciter le chapitre et les vers de chaque écolier de ce pays. Au lieu de cela, nous sommes toujours harcelés et forcés de nous battre pour des choses qui sont: (1) évidentes, et deuxièmement, (2) déjà décidées.

Les Américains qui ont enregistré leur choix de statut politique et l'ont présenté ne devraient jamais, jamais être mal adressés par une agence fédérale ou une franchise d'État, mais ces sous-traitants privés de sous-traitants --- et parfois une autre couche profonde, et tous non-consensément accusé de nous --- poursuivre ces pratiques de harcèlement sans autorisation ni fonction publique. Ils se réfugient dans les inscriptions étrangères sur mesure imposées aux bébés et sur les "contrats implicites" et les contrats manifestement non divulgués résultant de la réception non consensuelle de services et de licences.

Soyez témoin de la scandaleuse "Licence de mariage" déjà exposée dans notre présentation sur les fraudes licenciements promulguées contre notre peuple. Conçu à l'origine pour criminaliser le mariage et limiter la capacité des couples nègres et mulâtres à se marier légalement, cette horrible pratique a finalement conduit à dénigrer l'institution du mariage et à la réduire au statut de joint-venture d'entreprise dans laquelle un partenaire vénal silencieux, le Territorial La franchise de l'État d'État de la Corporation municipale s'immisce --- puis utilise son' a simplement présumé s'intéresser au JV pour saisir les "produits" - les enfants.

Que nous soyons confrontés à cet empiètement des entités constituées sur les droits les plus sacrés, communs et universels de l'humanité, et que des contrats privés non divulgués ont été utilisés pour excuser ce comportement et encore moins pour promouvoir l'exécution de toute réclamation fondée sur cette "licence" "--- est répréhensible.

En continuant à utiliser cet exemple, les franchises de l'État d'État saisissent régulièrement des enfants et séparent régulièrement des familles par ailleurs viables afin de réaliser des bénéfices pour leur franchise. Ils facturent des sommes d'argent complètement scandaleuses pour l'incarcération des enfants dans les institutions et les familles d'accueil - actuellement $ 6000 par jour par enfant normal et $ 9000 par jour pour les enfants ayant des besoins spéciaux - dont la plupart vont dans les poches de l'État d'État et les officiers responsables de ces enlèvements.

Et quelle autorité y a-t-il pour tout cela? Un accord de licence non divulgué?

Les auteurs admettent ouvertement que tout cela a été fait dans le cadre d'un "Cloak of Secrecy" pour "Raisons de la sécurité nationale" --- et ils négligent simplement de mentionner quelle sécurité nationale serait menacée en raison de la divulgation complète et honnête de la circonstance et l'infraction aux contrats de confiance et de services impliqués.

Nous avons vu des cas de personnes abattre du personnel des Services de protection de l'enfance, les tuant simplement en état de légitime défense pour empêcher l'enlèvement. Nous avons eu des exemples de personnes brûlant publiquement la Déclaration d'interdépendance du gouvernement aux États-Unis pour dramatiser leur opinion à ce sujet.

Il n'est pas exagéré de dire que cette mauvaise administration flagrante, cette faute grave et cette violation criminelle de la confiance de la part des sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia ont atteint ses tentacules dans toutes les sphères possibles, avec une criminalité inégalée dans tous les aspects de tout ce qu'ils ont fait ici au cours des cent dernières années, et la faute ici réside principalement dans le fait que les directeurs étrangers n'ont pas limité de manière responsable les activités des entités constituées dont ils bénéficient.

Les employés de la franchise fédérale et de l'État ont été systématiquement mal dirigés et encouragés à assumer les autorités qu'ils ne possèdent pas et à agir sans le savoir à leurs propres risques, ce qui constitue une autre trahison de confiance de la part des employeurs de la franchise municipale et de l'État d'État.

Les franchises de la State of State Corporation envoient des patrouilleurs routiers sur les routes publiques sans aucune idée de leur rôle limité et aucune idée de ce que pourrait signifier la fonction publique réelle de leur part. Ils envoient des soldats de l'État pour faire appliquer les expulsions illégales et illégales liées à la fausse fraude au titre et aux fraudes hypothécaires déjà discutées. Ils laissent des hommes et des femmes fonctionner dans un bureau appelé "Sheriff" alors qu'en fait aucune franchise du comté ne peut avoir un tel bureau.

La Cour suprême territoriale a tenté de contourner cette question dans Mack et Prinz c. USA, Inc., dans laquelle le tribunal a déterminé que l'application ou la non-application de la Constitution était une question de discernement personnel et de discrétion de la part des soi-disant "shérif "travaillant pour des franchises de comté constituées des sociétés municipales.

C'est-à-dire, en privé, en tant qu'Américains, les soi-disant «shérif» pourraient décider d'honorer ou non la loi suprême du pays.

De toute évidence, s'ils occupaient effectivement une fonction publique, ils seraient obligés par leurs serments et sans serment compétent à l'appui des constitutions, ils ne serviraient pas dans une fonction publique, mais dans une fonction privée se faisant passer pour la fonction publique.

C'est exactement ce que nous trouvons. Ces gens errent, croyant fermement qu'ils sont les élus "shérif" alors qu'en fait, le poste auquel ils ont été élus est un siège social. Ils lèvent la main et disent un "serment" et pensent que c'est un serment d'office suffisant, alors qu'en fait, tous ces serments doivent être écrits, correctement témoins et enregistrés.

Leurs employeurs intéressés ne prennent pas la peine de dire différemment à ces «shérif», de sorte qu'ils n'ont pas de fonction publique, aucune autorité liée à une fonction publique, aucune obligation publique, aucune assurance privée pour les protéger, et ils deviennent victimes avec tout le monde. Ils finissent par se rendre compte que quelque chose ne va pas, ou ils sont poursuivis et même si le "procureur de district" du tribunal de district militaire non autorisé a refusé de les poursuivre pour les aspects criminels de ce qu'ils font, les crimes commerciaux finissent par les rattraper.

Nous souhaitons qu'il soit pleinement, librement et universellement connu qu'il existe exactement une souveraineté dans ce pays, et qu'il appartient aux États-nations de l'Union, cinquante États frères unis pour leur bénéfice mutuel, tous officiellement inscrits en tant qu'États de la Union au 1er octobre 2020 et préservée dans leurs pouvoirs uniques.

Aucune forme de souveraineté possédée par un autre mandant ou signataire des constitutions fédérales ne peut être imposée ici dans notre pays sous la présomption que nous, les citoyens de l'État et leur instrumentalité, les États-Unis d'Amérique, notre Fédération des États non constituée en société, sommes absents, en interrègne, en proposant de nous soumettre ou en adoptant volontairement des obligations de citoyenneté étrangère.

De plus, nous souhaitons qu'il soit connu et reconnu que nos terres, notre sol, nos entreprises, nos corps, notre travail, notre bétail, nos villes, nos installations portuaires, nos routes, nos frontières et d'autres infrastructures, notre propriété intellectuelle, nos brevets, nos droits d'auteur, nos bons noms, nos enquêtes, notre argent, notre crédit, nos titres et tout le reste de valeur matérielle et immatérielle qui nous appartient à juste titre, est réclamé pour notre bénéfice et celui de notre pays.

Nous souhaitons opérer honorablement et avec compassion et respect pour tous les autres pays et nations qui ont été lésés par les sous-traitants territoriaux et municipaux britanniques et leurs guerres sans fin pour le profit, leurs profits mercenaires sans fin et leur mépris téméraire pour la santé et le bien-être de cette planète et des gens et des animaux qui appellent la Terre notre maison.

Nous souhaitons un règlement officiel, transparent, conscient, juste et honnête de toutes les dettes de toutes parts, et lorsqu'une dette nationale ne peut raisonnablement être remboursée, nous souhaitons la pardonner et ouvrir la voie à l'avenir. Nous ne croyons ni ne tolérons la dette multigénérationnelle. Nous reconnaissons que la mort met fin à l'endettement, et nous nous tenons donc pleinement en conformité avec la loi ecclésiastique, désireuse de paix et prête pour elle.

À ces nations comme l'Iran, l'Irak, l'Afghanistan, la Libye et maintenant l'Ukraine, qui ont subi des ingérences politiques et des dommages dévastateurs de la part de ces sociétés municipales, sachez que bien que les Américains aient travaillé pour ces sociétés, ce ne sont pas des sociétés américaines. Ce sont des sociétés municipales britanniques territoriales et de la ville de Rome qui ont été déchaînées par des intérêts financiers étrangers, notamment la Banque d'Angleterre, la Banque d'Écosse et d'autres sociétés de banques centrales et de valeurs mobilières.

Sachez que la grande majorité des Américains qui se sont enrôlés pour servir ces sociétés municipales bellicistes n'avaient aucune idée qu'ils travaillaient comme mercenaires étrangers engagés dans des guerres à but lucratif, et ils ne savaient pas non plus qu'ils exposaient vos pays à la pollution par les déchets nucléaires , pas plus qu'ils ne savaient qu'ils étaient eux-mêmes assassinés par exposition aux mêmes déchets nucléaires.

Nous souhaitons qu'à la récupération de nos actifs, nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour ramener la paix, l'abondance et la santé à tous sur cette planète. Nous souhaitons que toutes les sociétés sales, y compris les banques et autres institutions qui ont profité de la promotion de la guerre et de la mort et du vol et des maladies à des frais publics, soient liquidées, afin qu'elles ne puissent plus jamais provoquer de conflits et de divisions inutiles, briser la paix, interférer dans les affaires licites de nations sensées, mentir à des recrues innocentes, mettre en scène de faux drapeaux, assassiner pour le profit, ou utiliser la banque et la monnaie comme moyen de contraindre politiquement et de cibler n'importe qui ou n'importe quelle nation.

Nous en avons fini avec le mal et nous l'avons reconnu pour ce qu'il est.

Il n'y a qu'une seule vraie souveraineté, la souveraineté de tout ce qui est, et un vrai roi, notre Créateur, le Dieu vivant. Tout comme il n'y a pas de double souveraineté disponible ou transmise aux sous-traitants de la Corporation municipale, il n'y a pas de double souveraineté sur la Terre.

Il n'y a qu'une seule Conscience Universelle qui donne librement vie à toutes choses, et une infestation d'entités mortes démoniaques --- des sociétés stupides, sans visage, gourmandes et inhumaines qui ont été autorisées à proliférer au nom de Mammon.

Nous souhaitons qu'à partir de maintenant aucune société n'existe uniquement pour profiter à ses actionnaires, et qu'une compréhension vraie et précise de ce que l'argent et le crédit sont et ne sont pas, sera librement partagée sur toute la Terre, afin que personne ne puisse être victime ou induit en erreur. l'argent, le crédit et la titrisation à nouveau.

Nous sommes la valeur et la source de toutes les évaluations, chacun de nous et chaque pays sur Terre. Nous souhaitons la fin de l'idolâtrie ignorante de l'argent et le début d'un monde qui utilise l'argent comme un outil pour atteindre des objectifs bons et dignes à toutes les échelles de l'existence.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

16 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:29 UTC by Bee

Updated 2025-02-22 23:32:29 UTC by Bee